Municipalité de Gryon

Gryon, le 9 août 2021

AU CONSEIL COMMUNAL
De et à

1882 GRYON

Préavis no 06-2021

Mise en place d'un concept de stationnement payant sur le domaine public

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

1. Objet du préavis

Le présent préavis a pour but d'accorder le financement nécessaire à la mise en place d'un concept de parkings payants sur le territoire communal de Gryon. Le Conseil communal en avait d'ailleurs émis la demande au cours de sa séance d'octobre 2018 suite aux phénomènes de saturation des parkings dans le secteur de Frience.

Le délai pour la mise en place effective découle des besoins de coordination indispensables entre les trois communes du domaine skiable ainsi que la gestion d'autres priorités liées à la longue période de pandémie.

Un règlement d'application spécifique au stationnement, de compétence municipale et complétant le règlement général de police adopté en 2018 est en cours de validation par les instances cantonales. Il traitera notamment :

a) Des zones de parcage et leurs plages horaires
b) Des taxes pour le parcage des véhicules en zones limitées
c) Des privilèges pouvant être accordés à certaines catégories d'usagers.(macarons)

Il sera complété par des directives édictées par la Municipalité pour préciser les tarifs et modalités.

L'objectif final est de viser l'équilibre des coûts liés au stationnement sur le territoire de la commune de Gryon et de garantir une utilisation optimale des espaces à disposition pour garer des véhicules,

au gré des saisons et des diverses activités proposées. Il est important de rappeler que les taxes encaissées sont des recettes affectées au service de police et doivent y être entièrement dévolues. Il reste difficile, voire impossible de pouvoir évaluer ces recettes qui seront aléatoires en fonction de l'enneigement et des conditions météo influençant les fréquentations de la station.

Précisons que cette mise en place est coordonnée avec la Commune d'Ollon, qui souhaite aussi soumettre à tarification les parkings situés à proximité du départ des installations de ski à Villars, ceci dès le mois de décembre 2021 selon confirmation obtenue récemment de sa Municipalité. Le système horodateur sera unifié pour l'ensemble de la destination Villars-Gryon et est déjà en place dans plusieurs communes du District. Les tarifs projetés sont identiques à ceux qui seront pratiqués à Villars, soit fr. 1.- par heure, avec un maximum de fr. 7.- par jour.

Suite aux discussions entre les trois communes, la station des Diablerets renonce en l'état actuel de faire payer le stationnement au départ des installations.

2. Introduction

L'attractivité touristique de Gryon, renforcée par l'offre d'activités gratuites, conduit à un afflux de véhicules qu'il faut gérer et orienter. Le personnel destiné à cette mission augmente d'année en année sans que les frais engendrés ne soient couverts par une source de revenus directement affectée à cette mission. L'introduction d'une taxe de stationnement pour les sites à fort potentiel d'accueil permettrait de palier à cette problématique et d'augmenter la qualité de l'accueil des visiteurs motorisés, en engageant du personnel de terrain supplémentaire qualifié.

Par ailleurs, la Municipalité constate une quantité importante de véhicules stationnés de façon journalière ou permanente sur la voie publique. Ces véhicules appartiennent à des résidents principaux, secondaires ou à des employés d'entreprises locales. Les propriétaires de ces véhicules font souvent l'économie d'une place de parc payante dans un parking privé en usant de l'espace public gratuit. La problématique de véhicules « ventouses » ou de remorques encombrant le domaine public n'est pas à négliger non plus. La conséquence, notamment en hiver, est une réduction de la disponibilité de places de parc pour les touristes et autres usagers à qui la Municipalité ne propose que des parkings saturés.

Aujourd'hui l'entretien des revêtements bitumeux, les lignes de marquage, l'évacuation des eaux de chaussée, l'éclairage lié aux places de stationnement, les panneaux de signalisation, le service hivernal de salage et de déneigement ont des coûts relativement importants. Il devient donc judicieux d'appliquer la politique du consommateur payeur.

Dans cette première étape, seuls les parkings à proximité des zones de loisirs sont concernés, comme expliqué plus bas, mais la base légale permettra d'étendre et de gérer ultérieurement d'autres secteurs si nécessaire.

L'augmentation de la charge administrative liée à la mise en place de restrictions de stationnement amènera également à avoir une réflexion sur l'accroissement du volume global de travail, conduisant à une probable nouvelle répartition des tâches et le renforcement de l'effectif des collaborateurs du bureau communal.

Le Règlement général de police donne la compétence à la Municipalité de réglementer le stationnement, selon le contexte légal développé ci-dessous. Afin de garantir une certaine souplesse, des directives préciseront le règlement de base. Elles en fixeront les détails et pourront évoluer au gré des besoins.

3. Contexte légal

Articles 42 ch. 2 et 43 ch. 1 let. D de la loi du 28 février sur les communes.

Art. 42

[1] Les attributions des municipalités s'exercent dans les limites déterminées par les lois et par les règlements communaux. Elles concernent spécialement:

1. l'administration des services publics, y compris celle des services industriels;
2. l'administration des biens communaux (voir art. 44), l'administration du domaine public et des biens affectés aux services publics;
3. la nomination des fonctionnaires et employés de la commune, la fixation de leur traitement et l'exercice du pouvoir disciplinaire (voir art. 4, ch. 9);
4. les tâches qui leur sont directement attribuées par la législation cantonale.

Art. 43

[1] Dans les limites des compétences de la commune, la police a pour objet :

1. la sécurité, l'ordre et le repos publics, savoir, entre autres:
   a. la protection des personnes et des biens,
   b. la police des spectacles, divertissements et fêtes,
   c. la police des établissements publics et des débits de boissons alcooliques,
   d. la police de la circulation,

Articles 37 à 40 du règlement communal de police adopté par le conseil d'état le 2 février 2018.

Article 37 Stationnement

[1] Les places de stationnement doivent être signalées et marquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de circulation routière et de signalisation.

[2] La municipalité ou l'autorité délégataire peut, par règlement, soumettre le stationnement sur le domaine public au paiement d'une taxe. A cette fin, la municipalité ou l'autorité délégataire peut :

a. faire installer des systèmes automatiques de contrôle du temps et de paiement ou adopter tous autres dispositifs utiles pour contrôler le temps autorisé de stationnement et percevoir les taxes y relatives ;

b. nommer des collaborateurs chargés de contrôler le temps autorisé de stationnement et le paiement des taxes y relatives ou confier cette attribution à des collaborateurs assermentés ou au corps de police ;

c. adopter un règlement sur le stationnement régissant notamment les systèmes automatiques de contrôle du temps et de paiement, les droits et obligations des usagers et des personnes visées à la let. b ci-dessus, les conditions et les modalités de délivrance, de retrait ou de suspension des autorisations spéciales ou sectorielles de stationnement, les frais et les émoluments y relatifs ;

d. définir les périmètres dans lesquels le stationnement est limité, interdit ou soumis à autorisation.

3 Sauf règlementation spéciale, les véhicules ne doivent pas stationner plus de septjours consécutifs sur les places de parc ou les voies publiques. La municipalité ou l'autorité délégataire peut, à titre exceptionnel, autoriser la réservation, pour une durée limitée, de places de parc sur le domaine public.

4 Le stationnement de tous véhicules à moteur et remorques est interdit dans l'ensemble de la commune, en cas d'enneigement, ailleurs que sur les places réservées à cet effet.

5 La municipalité ou l'autorité délégataire peut soumettre le stationnement sur le domaine public à autorisation. L'article 13 al. 2 et 3 du présent règlement est applicable pour le surplus.

Article 38 Autorisations spéciales

1 La municipalité ou l'autorité délégataire peut accorder des autorisations spéciales permettant de déroger, sur le domaine public communal, à la limitation de la duréede stationnement et à d'autres prescriptions de circulation, aux conditions qu'elle fixe, notamment :

a. en raison de nécessités particulières (déménagement, dépannage et entretien,par exemple) ;
b. en faveur des personnes handicapées ;
c. aux médecins qui font régulièrement des visites à domicile ;
d. aux médecins appelés à exécuter régulièrement des interventions urgentes horsde leur cabinet ;
e. aux usagers exerçant un service d'urgence.

2 La municipalité ou l'autorité délégataire peut octroyer des autorisations spécialesd'une durée de trois ans au maximum et renouvelables. Ces autorisations peuventêtre soumises au paiement d'un émolument.

Article 39 Autorisations sectorielles

1 La municipalité ou l'autorité délégataire peut également délivrer des autorisationsspéciales pour les véhicules des habitants d'un quartier et des entreprises qui y exercent leur activité.

2 La municipalité ou l'autorité délégataire fournit aux usagers concernés une attestation (macaron) qui leur permet de stationner à l'intérieur d'un périmètre préalablement défini, sans limitation de temps, dans les emplacements habituellement réservés au stationnement limité.

3 Ces autorisations sont soumises à un émolument.

4 La municipalité peut déléguer la compétence de délivrer ces autorisationsspéciales.

Article 40 Emoluments

1 La municipalité adopte un règlement portant tarif des taxes et émoluments perçus notamment pour :

a. les autorisations spéciales ;
b. les autorisations sectorielles ;
c. le stationnement limité ;
d. la réservation de places sur le domaine public ;
e. l'autorisation d'entreposer certains véhicules sur le domaine public ;
f. les dérogations à des prescriptions de circulation ou aux limitations de stationnement ;
g. le déplacement de véhicules et leur mise en fourrière.

2 En sus des taxes et émoluments prévus à l'alinéa 1er ci-dessus et des frais occasionnés par des mesures particulières, la municipalité peut instituer une taxe d'utilisation du domaine public, calculée en fonction de la surface occupée par l'usager concerné.

3 Le montant des taxes pour le stationnement limité encaissé annuellement ne peut dépasser le coût d'aménagement, d'entretien et de contrôle des cases de stationnement, de la location par la commune des surfaces nécessaires à la création d'emplacements de parcage accessibles au public pour le stationnement limité, ainsi que le financement de toutes mesures propres à favoriser le transfert d'un mode de transport à l'autre.

4. Mise en œuvre

Consciente des nombreux paramètres à prendre en considération pour la mise en place d'un système de stationnement payant, la Municipalité souhaite procéder par étape, la première étant désormais définie.

Il s'agit des zones (voir plans en annexe) et périodes suivantes :

- Zone 1, Alpe des Chaux secteur Frience & Golèze, toute l'année, pour ~200 places
- Zone 2, secteur Cergnement, période hivernale, pour ~80 places
- Zone 3, secteur « Télécabine » & camping, période hivernale, pour ~160 places

D'autres emplacements seront étudiés ultérieurement et rendus opérationnels en fonction des besoins, en tenant compte également de l'expérience acquise lors de l'étape initiale.

A cette fin, des bornes de paiement seront installées à des emplacements stratégiques des zones réglementées. Ces horodateurs nécessitent l'introduction du numéro d'immatriculation, dispensant ainsi l'utilisateur de devoir retourner à son véhicule pour y déposer un ticket derrière le pare-brise.

Divers moyens de paiement seront acceptés soit en cash, par carte de paiement, ou par le biais d'une application pour smartphones très conviviale et fonctionnelle.

Les contrôles seront effectués par scannage des plaques d'immatriculation, indiquant immédiatement au personnel en charge de la surveillance, si le véhicule se trouve ou pas en infraction.

Ce système efficace, rapide et fiable, garantit la protection des données dans le respect des lois en vigueur.

5. Financement de la première étape

A	Fourniture, pose et mise en service de 6 bornes	CHF	60000.00
B	Génie-civil, raccordement électrique	CHF	15000.00
C	Signalisation aérienne complémentaire, marquages au sol	CHF	20000.00
E	Frais de communication, information	CHF	5000.00
F	Matériel pour contrôle (smartphones, tablettes, PC)	CHF	5000.00
H	Divers et imprévus	CHF	10000.00
TOTAL		CHF	115000.00

6. Conclusions

Le présent préavis accorde le financement nécessaire à la mise en place d'une première étape de stationnement payant, proche des infrastructures de loisirs. L'objectif visé est d'avoir des zones de stationnement au plus près des besoins des habitants et visiteurs de la commune, mais aussi de couvrir par les taxes appliquées les frais dus à ce stationnement.

Au vu des éléments invoqués dans le présent préavis, la Municipalité vous propose de prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal,

- vu le préavis no 06/2021
- ouï le rapport de la commission chargée d'étudier ce projet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide

1. *Sous réserve de l'approbation du règlement d'application par le Département de l'Environnement et de la sécurité, d'accorder à la Municipalité un crédit de fr. 115'000.- pour l'installation et l'exploitation de bornes de stationnement payant.*
2. *De financer cette dépense par la trésorerie courante ou un emprunt dans les limites autorisées par le plafond d'endettement*
3. *De porter cette acquisition au compte d'investissement 610.5060.087 et de bilan 9146.087 « Bornes de stationnement payant »*
4. *D'amortir cet investissement en une fois par un prélèvement à la réserve pour investissements futurs compte 9282.840*

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à l'assurance de nos sentiments distingués.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ :

Le Syndic — La secrétaire

P.-A. Burnier — E. Moreillon

MUNICIPALITÉ DE GRYON

Délégué municipal : M. Georges Vittoz

Annexes :
- projet de règlement
- plans des zones concernées
- modèle d'horodateur

Commune de Gryon

Règlement communal régissant le stationnement sur le domaine public de Gryon et les privilèges pour les résidents ou autres ayants droit

La Municipalité de Gryon,
Vu les articles 36 à 43 du Règlement de Police du 2 février 2018,

Arrête:

Article Premier - But

Le présent règlement a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation auxquelles les usagers des parkings publics sont soumis.

Art. 2 - Droit applicable

Les dispositions du présent règlement sont applicables sous réserve des dispositions fédérales et cantonales. La Municipalité peut en outre prendre les décisions qui lui sont dévolues par la loi sur la circulation routière et ses dispositions d'application.

Art. 3 - Champ d'application

Les dispositions du présent règlement sont applicables sur tout le territoire communal.

Art. 4 - Autorité compétente

La Municipalité est compétente pour arrêter les dispositions d'application du présent règlement et statuer par des directives, sur :

A. Les zones de stationnement soumises à restrictions et/ou à une taxe de stationnement, pouvant être subdivisées en secteurs
B. Les périodes durant lesquelles les restrictions sont applicables
C. Les horaires et les durées maximales de stationnement autorisés
D. Les tarifs de stationnement, et les instruments de mesures et contrôle du temps de stationnement y relatifs
E. Les catégories de véhicules autorisés
F. Le nombre d'autorisations d'usage régulier (macarons) par rapport au nombre de places disponibles et de leur répartition entre les diverses catégories de bénéficiaires.
G. L'attribution, le refus ou le retrait des autorisations
H. L'instauration d'une liste d'attente, au cas où l'offre en stationnement ne suffirait pas à satisfaire la demande
I. Les recours suite au refus ou au retrait de macaron.

Les points G & H peuvent être délégués par directive municipale aux services.

Art. 5 - Droit d'utilisation

Les parkings sont à disposition de toute personne désirant y parquer son véhicule dans la limite de la durée, des catégories et dimensions autorisées.

Le véhicule doit être en tout temps au bénéfice d'une immatriculation valable.

Art. 6 - Durée du stationnement

La durée de stationnement et les périodes auxquelles elles sont applicables, sont définies dans les plans des zones édictés par la Municipalité.

Art. 7 - Stationnement ponctuel payant

L'usager s'acquitte du montant correspondant à sa durée de stationnement. Il suit les indications fournies sur l'un des horodateurs disponibles. Les tarifs sont fixés par la Municipalité.

7.1 Tarifs

Les tarifs font l'objet d'une directive « tarifs de stationnement » édictée par la Municipalité.

7.2 Autres moyens de paiement

D'autres moyens de paiement pourront être proposés dans le futur en fonction de l'évolution de ce type de technologies, tels que des applications spécifiques pour smartphones.

Art. 8 - Autorisation de stationnement pour usage régulier (macaron)

La Municipalité est compétente pour délivrer des macarons afin de faciliter le stationnement régulier pour certaines catégories d'usagers.

Le macaron permet le stationnement du véhicule mentionné, dans la zone concernée et à l'intérieur des périmètres réservés à cet usage, sans autre limitation de temps que celle de la zone, à condition d'être placé d'une façon visible derrière le pare-brise.

8.1 Nombre de macarons à disposition

La Municipalité décide du nombre des macarons utilisables exclusivement pour la zone pour laquelle ils sont délivrés et mis à dispositions des ayants-droit potentiels.

8.2 Ayants-droit

Peut bénéficier d'un macaron dans la limite des disponibilités, toute personne physique ou morale ayant son domicile sur le territoire communal inscrite comme telle auprès du contrôle des habitants et remplissant les conditions d'octroi. La Municipalité peut déroger au présent alinéa dans des cas exceptionnels en justifiant l'octroi, tels que par exemple des médecins dans l'exercice de leur fonction, des personnes à mobilité réduite, les services d'urgence, ou toute autre personne témoignant d'un besoin avéré.

Seuls les demandes concernant les véhicules automobiles légers seront prises en considération. Sont réservés les emplacements dévolus précisément à des catégories particulières de véhicules : camping-cars, remorques…

8.3 Conditions d'octroi

Les personnes désirant obtenir un macaron adresseront leur requête à la Municipalité, accompagnée d'une copie du permis de circulation. En cas de doute sur le sort à donner à la demande, elle peut exiger toutes les preuves utiles à l'appui de la requête et impartir un délai péremptoire pour les fournir.

Le macaron est attribué à un seul véhicule qui doit être immatriculé au nom du bénéficiaire ou à celui de l'entreprise pour laquelle il travaille. Il est de plus limité à un par ménage.

Les locataires devront apporter la preuve, par une attestation de leur gérance ou propriétaire, qu'ils ne peuvent pas bénéficier d'une place de parc dans leur immeuble.

Pour les autres ayants-droit potentiels, ils devront justifier de l'impossibilité de pouvoir disposer d'une place de parc pour le véhicule concerné.

Compte tenu du nombre limité de macarons à disposition, ceux-ci seront délivrés dans l'ordre d'arrivée des demandes.

Si tous les macarons ont déjà été attribués, les requérants seront inscrits sur une liste d'attente.

8.4 Tarifs

Les tarifs font l'objet d'une directive « tarifs des autorisations de stationner » édictée par la Municipalité.

Le montant correspondant à la durée de validité totale est payable avant la délivrance du macaron.

Les frais d'établissement sont soumis aux principes de l'équivalence et de la couverture des coûts.

8.5 Validité

Le macaron indique sa durée de validité, la zone dans laquelle il peut être utilisé et le numéro de plaque minéralogique du véhicule concerné. Sa validité maximale est d'une année et il peut être renouvelé sur demande.

L'autorisation est intransmissible, le numéro d'immatriculation du véhicule du titulaire faisant foi. Tout changement de numéro de plaques, d'adresse ou de nom doit être annoncé sans délai.

Aucun remboursement n'est possible.

Les situations particulières seront étudiées par la Municipalité.

8.6 Portée de l'autorisation

Le macaron ne confère pas de droit à l'attribution d'une place de stationnement déterminée. Il ne garantit pas systématiquement l'obtention d'une place.

Il ne confère à son détenteur aucun privilège par rapport aux autres usagers concernant l'accès aux places de stationnement.

Il ne le libère en aucun cas de son obligation de respecter les restrictions temporaires de stationnement décidées par la Municipalité.

Les compétences de l'autorité en matière de mesures et signalisation temporaires (art. 3 al. 6 LCR) demeurent réservées.

En particulier, le titulaire d'une autorisation doit demeurer en mesure d'enlever dans les 24 heures son véhicule, notamment lors de travaux de déblaiement de la neige, de manifestations, de travaux, ou autres mesures de police, faute de quoi le véhicule sera déplacé ou mis en fourrière aux frais du propriétaire du véhicule.

8.7 Refus de délivrance

La Municipalité peut refuser la délivrance d'un macaron pour juste motif. La décision sera notifiée par écrit, succinctement motivée en indiquant les voies de recours.

8.8 Retrait de l'autorisation

La Municipalité peut décider du retrait du macaron lorsque :

- Le bénéficiaire ne remplit plus les conditions définies aux articles 8.2 et 8.3
- Le bénéficiaire en fait un usage illicite.
- La zone concernée par l'autorisation est supprimée. Dans ce seul cas, le montant de l'émolument perçu en trop, sera remboursé prorata temporis.

La décision sera notifiée par écrit, succinctement motivée en indiquant les voies de recours.

Art 9 - Stationnement en dehors du domaine public

Le stationnement des véhicules est interdit sur les terrains gazonnés ou herbeux et dans les prés, à moins que le propriétaire du sol ou qu'une signalisation ne l'autorise.

Sont réservées les dispositions du Code rural et de la législation forestière, ainsi que les éventuelles mesures de police pouvant être prises dans des cas particuliers.

Art 10 - Infractions

Les infractions au présent règlement sont passibles des peines de la compétence municipale et sont poursuivies conformément aux dispositions de le législation vaudoise sur la circulation, de la loi sur les contraventions et du Règlement général de police.

La soustraction des taxes est réprimée conformément aux dispositions de la Loi sur les impôts communaux et de l'arrêté communal d'imposition.

Art 11 - Enlèvement de véhicules

La Municipalité ou l'autorité délégataire peut faire procéder à l'enlèvement de tout véhicule stationné irrégulièrement :

- qui gêne la circulation, qui perturbe des travaux en cours ou l'accès à une infrastructure publique communale, notamment vannes, stations de détente, d'épuration, de pompage, réservoirs, armoires ou stations électriques ;
- qui obstrue l'accès ou la sortie sur la voie publique d'un fonds privé ;
- qui est dépourvu de plaque d'immatriculation

La Municipalité ou l'autorité délégataire peut faire procéder à l'immobilisation par un dispositif technique (sabot) de tout véhicule stationné irrégulièrement, de manière récurrente ou prolongée, compromettant notamment les services de voirie et de déneigement.

11.1 Tarifs

Les tarifs font l'objet d'une directive « tarifs d'enlèvement de véhicules » édictée par la Municipalité.

11.2 Responsabilité

L'enlèvement ou l'immobilisation est exécuté aux frais et sous la responsabilité du détenteur si celui-ci ne peut être atteint ou refuse de déplacer lui-même son véhicule.

Art 12 - Protection juridique, recours

Les décisions administratives prises en application du présent règlement par l'autorité délégataire au sens de l'article 4 al. 2 du présent règlement sont susceptibles d'un recours administratif à la municipalité au sens de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative. Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est adressé à l'autorité de recours. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire.

Les décisions de la Municipalité peuvent faire l'objet d'un recours de droit administratif devantle Tribunal cantonal. Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication dela décision attaquée. Il est adressé à l'autorité de recours. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire.

Art 13 - Dispositions abrogatoires

Le présent règlement complète les articles 36 à 43 du Règlement communal de police du 2 février 2018, et abroge toute disposition contraire édictée par le Conseil communal ou la Municipalité.

Art. 14 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département concerné.

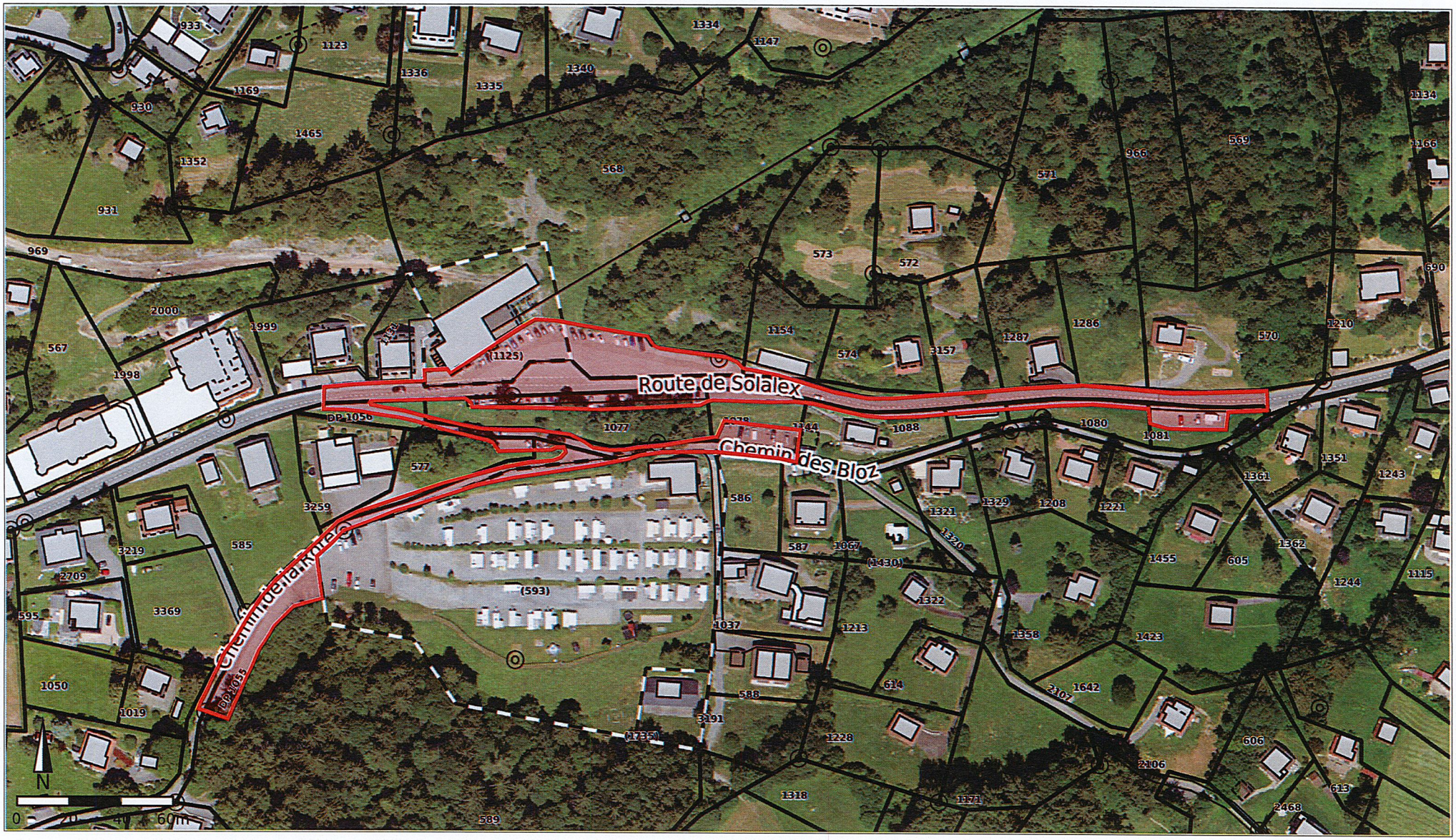
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 9 août 2021

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La secrétaire

P.-A. Burnier — E. Moreillon

Approuvé par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité en date du



Commune de Gryon
gryon.geocommunes.ch

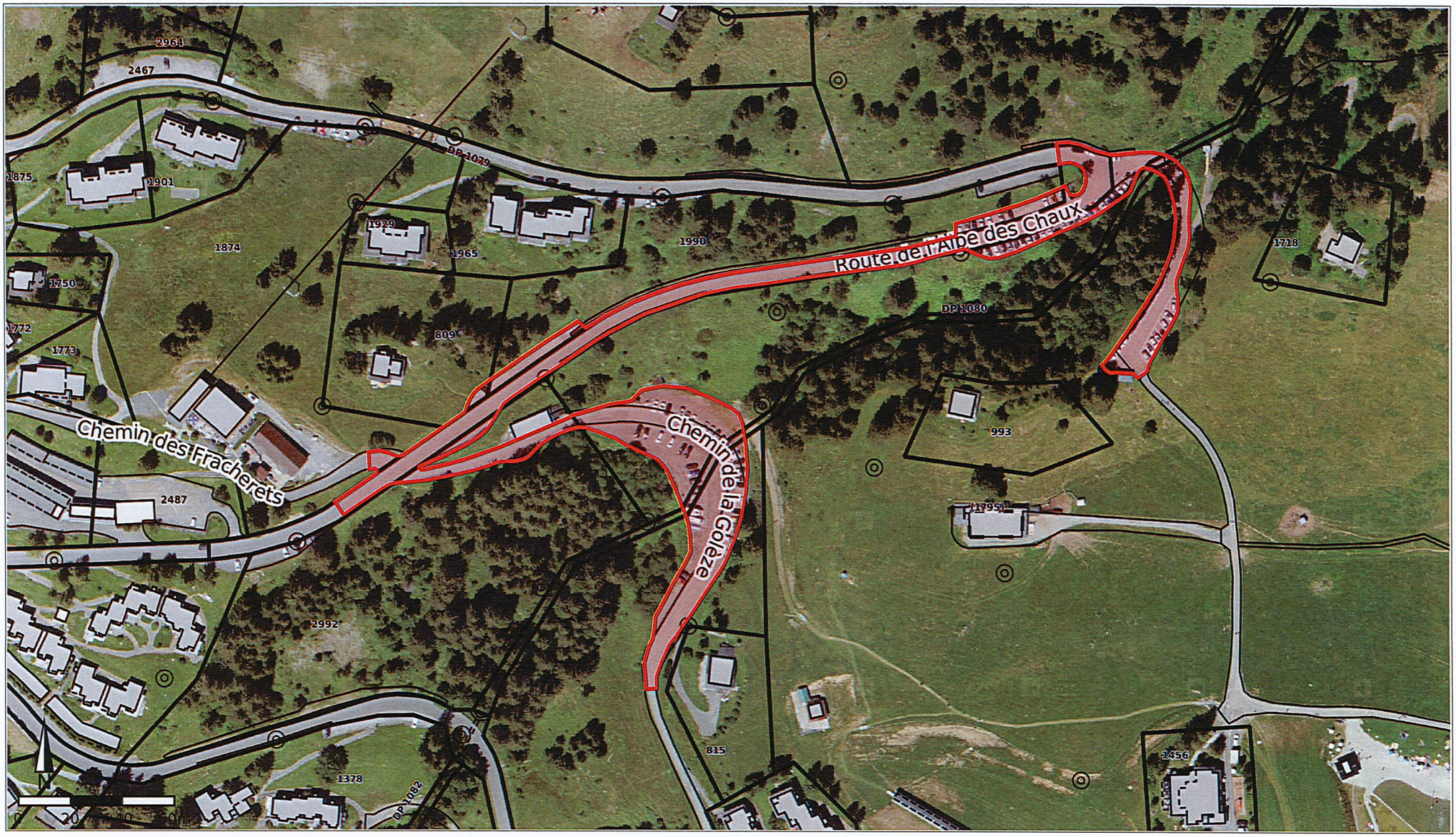
geocommunes
Partenaire et développeur : GÉO SOLUTIONS

Echelle 1: 2'000

Imprimé, le 29.07.2021 à 20:02

Informations dépourvues de foi publique. Les informations à caractère légal sont fournies par les autorités compétentes. Aucune garantie n'est donnée sur l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des données. La position des conduites est à vérifier par sondage.

© Géodonnées : Etat de Vaud / swisstopo



Commune de Gryon
gryon.geocommunes.ch

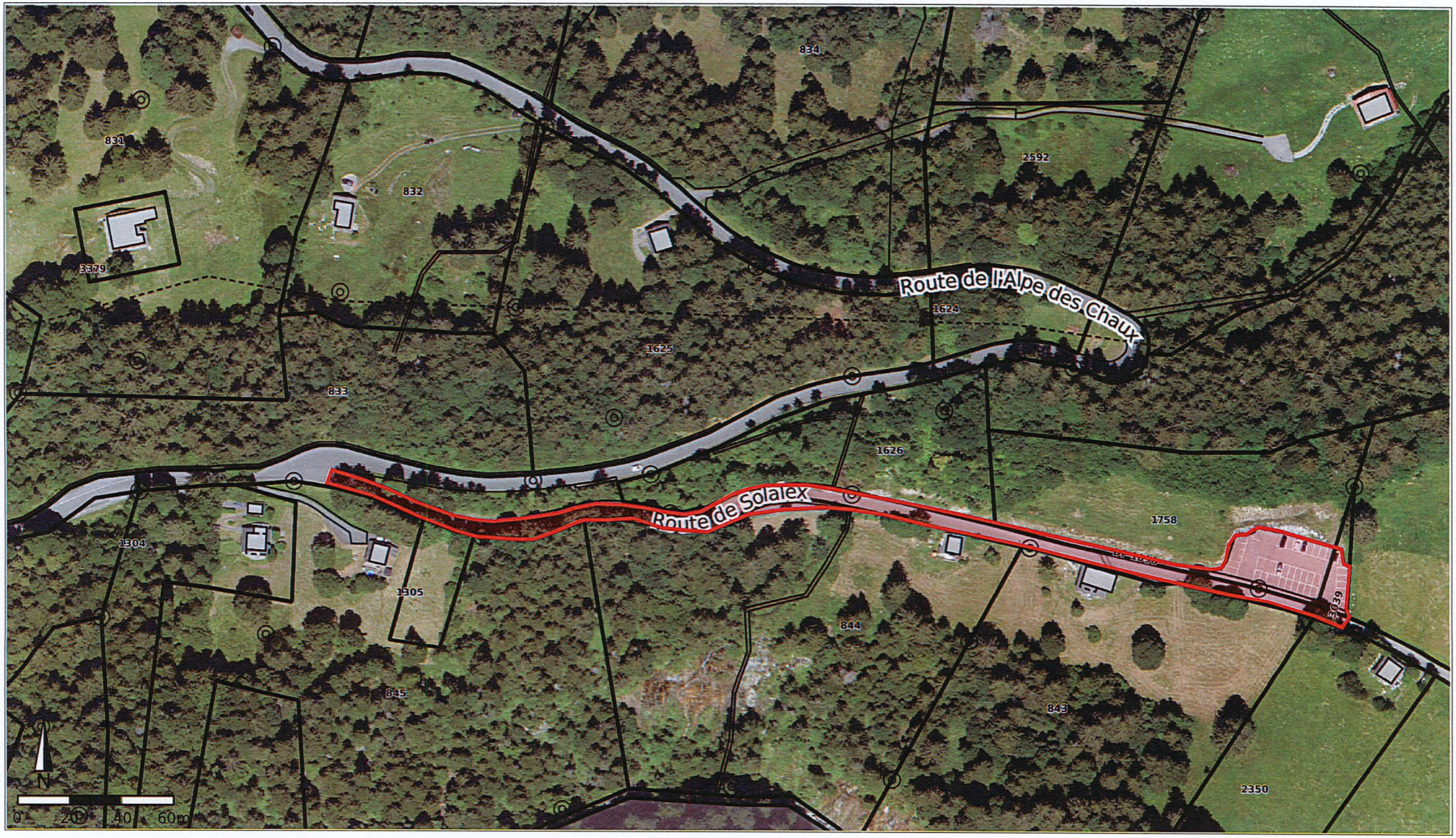
geocommunes
Partenaire et développeur : GÉO SOLUTIONS

Echelle 1: 2'000

Imprimé, le 29.07.2021 à 19:49

Informations dépourvues de foi publique. Les informations à caractère légal sont fournies par les autorités compétentes. Aucune garantie n'est donnée sur l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des données. La position des conduites est à vérifier par sondage.

© Géodonnées : Etat de Vaud / swisstopo



Commune de Gryon
gryon.geocommunes.ch

geocommunes
Partenaire et développeur : GÉO SOLUTIONS

Echelle 1: 2'000

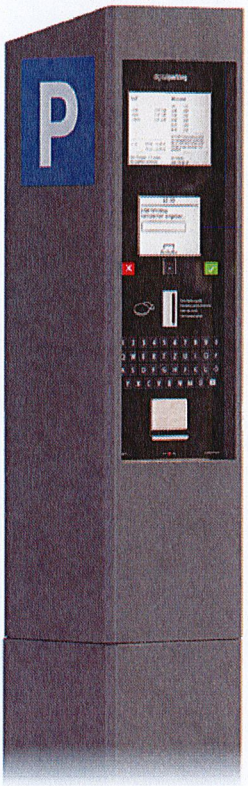
Imprimé, le 29.07.2021 à 19:53

Informations dépourvues de foi publique. Les informations à caractère légal sont fournies par les autorités compétentes. Aucune garantie n'est donnée sur l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des données. La position des conduites est à vérifier par sondage.

© Géodonnées : Etat de Vaud / swisstopo

TOM ecoX

Le parcomètre numérique du futur - en XL



- Grand volume de caisse pour les places très fréquentées
- Saisie du numéro d'immatriculation avec clavier alphanumérique
- Intégration de canaux de paiement numériques comme Parkingpay, EasyPark et TWINT
- Contrôle efficace avec l'appli de contrôle Parkingcheck
- Annonces automatiques de dérangements et d'événements au Parkingportal
- Édition de reçu sans papier par lien URL sur demande
- Concept optimisé des pièces de rechange
- Connexion en ligne avec transmission en temps réel de toutes les transactions
- Gestion avancée de l'énergie
- Design moderne intemporel

Le «TOMecoX pay by plate» est un parcomètre collectif qui facilite le passage à la gestion numérique du stationnement. La combinaison d'une saisie du numéro d'immatriculation et des canaux de paiement numériques permet un traitement de tous des principaux processus requis d'une gestion numérique et moderne. La grande cassette échangeable dans la partie sécurisée permet une exploitation plus souple pur ded places très fréquentées.

Digitalparking SA, Av. des Boveresses 52, 1010 Lausanne, +41 21 651 99 10, infofrancais@digitalparking.ch

Toutes les transactions de stationnement sont transmises en temps réel au Parkingportal via une connexion sans fil 4G. Le parcomètre est sous surveillance via «Predictive Monitoring». Les dérangements d'état de caisse et les paramètres techniques sont transmis en temps réel au portail où ils peuvent être consultés. En cas d'événements concernant l'entretien, comme les contenus de caisse critiques ou les manipulations, le Parkingportal envoie un e-mail comprenant toutes les informations nécessaires à l'exploitant.

Le client bénéficie d'une commande intuitive et claire. Aucun caractère spécial ni aucune majuscule ne sont requis lors de la saisie. Grâce à l'intelligence lors de l'utilisation du parcomètre, seule une saisie correcte est possible. Cela garantit une transmission claire de l'immatriculation au portail et un contrôle sans erreur avec l'application de contrôle Parkingcheck.

Spécifications techniques

DIMENSIONS
1550 x 195 x 210 mm (H/L/P)

FIXATION
Appareil autonome (montage mural possible)

POIDS TOTAL
env. 60 kg

VOLUME DE TRÉSORERIE
3.85L

MATÉRIAU DU BOÎTIER
Tôle en acier 6 mm (X5CrNi18-10), revêtement par poudre Coffre-fort avec enrobage en acier

COLORIS
Gris RAL 7012 (couleur spéciale disponible sur demande)

ALIMENTATION ÉLECTRIQUE
230 VAC ou panneau solaire

AUTONOMIE D'UTILISATION AVEC ALIMENTATION SOLAIRE
200 transactions par jour

COMMUNICATION
Modem 4G LTE transmission sans fil

SÉLECTION DE LA LANGUE
Français, allemand, italien

Digitalparking SA, Av. des Boveresses 52, 1010 Lausanne, +41 21 651 99 10, infofrancais@digitalparking.ch